BSI ECONOMICS

THINK TANK EN ECONOMIE & FINANCE

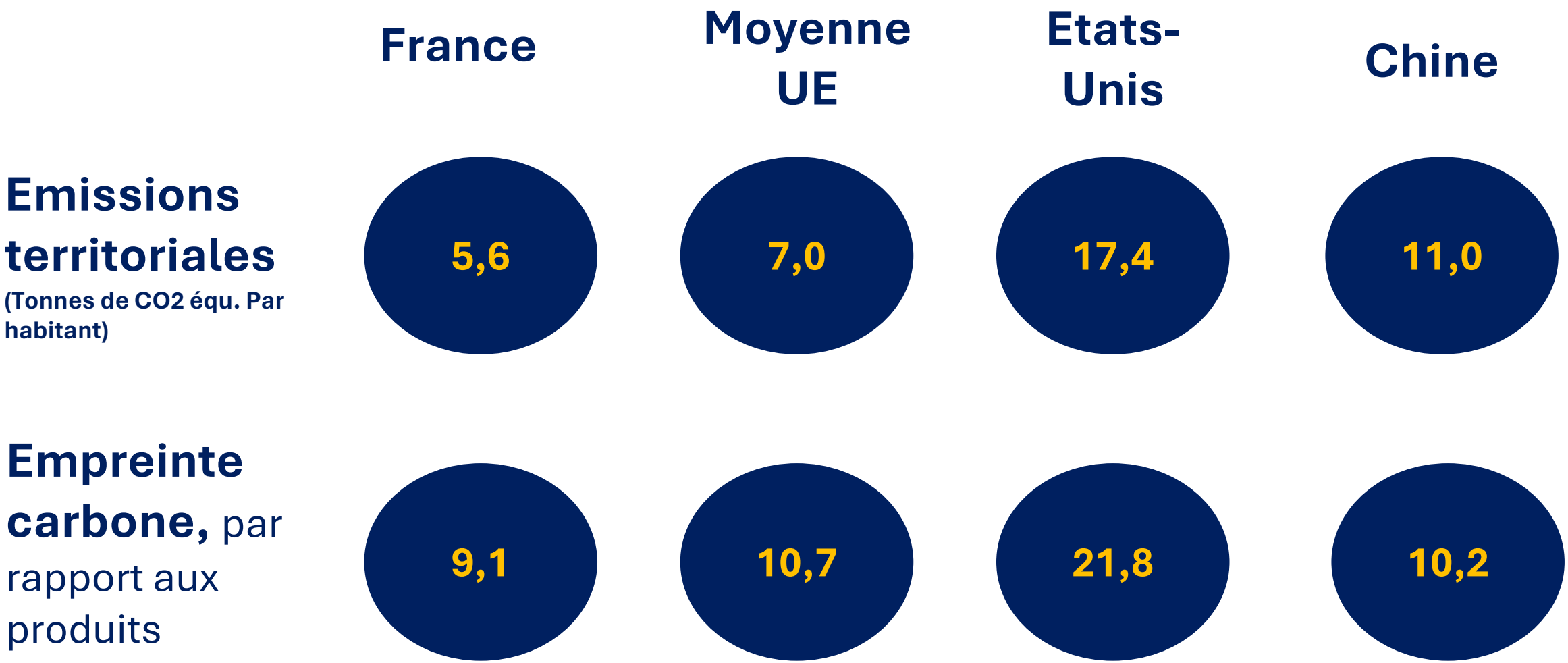
MACF – Assemblée Nationale

20/11/2026

Victor LEQUILLERIER – Président et Economiste de BSI Economics



Le MACF : indispensable pour réduire notre empreinte carbone



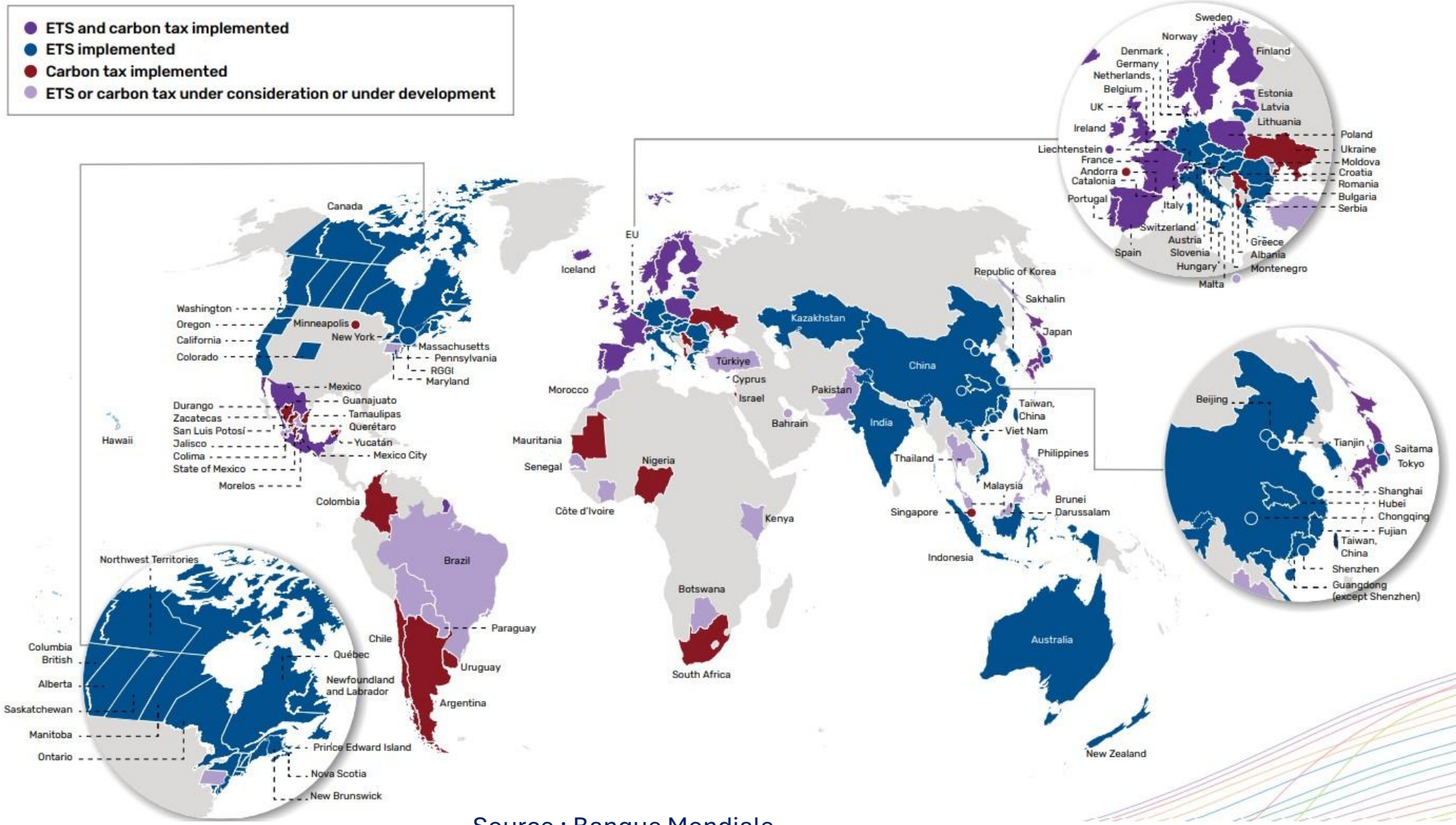
Sources : DGT, Banque Mondiale, SDES

Développement mondial et graduel de la tarification carbone

30%

Part des émissions de GES couvertes par des mesures de marché/prix du carbone, accélération récente avec les mesures en Inde et au Viet Nam (Banque Mondiale)

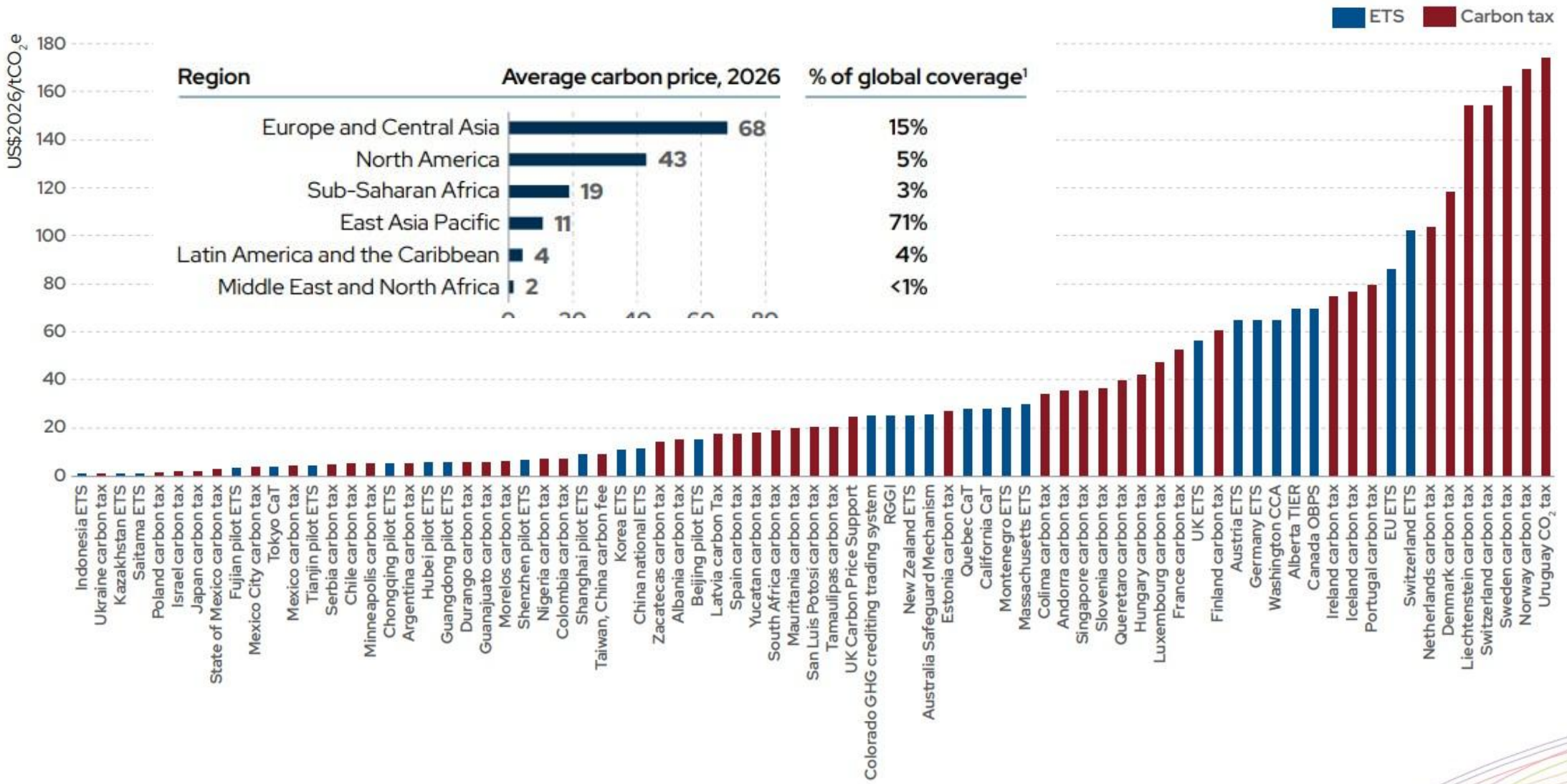
FIGURE 3 Map of ETSs and carbon taxes implemented, under consideration or under development[15]



Source : Banque Mondiale

Une tarification du carbone très inégale dans le monde

FIGURE 7 Carbon prices across ETSs and carbon taxes as of April 1, 2026



Source: World Bank analysis.

Le prix du carbone a vocation à augmenter en Union européenne



Source : Trading Economics

140

Prix de la tonne de carbone en USD prévu par SEQE-UE pour 2030

Développement du marché des *futures* régulés par l'ESMA pour se couvrir contre les hausses du prix du carbone

Remarques générales sur le MACF

Pourquoi le MACF est un outil précieux au-delà des bienfaits connus :

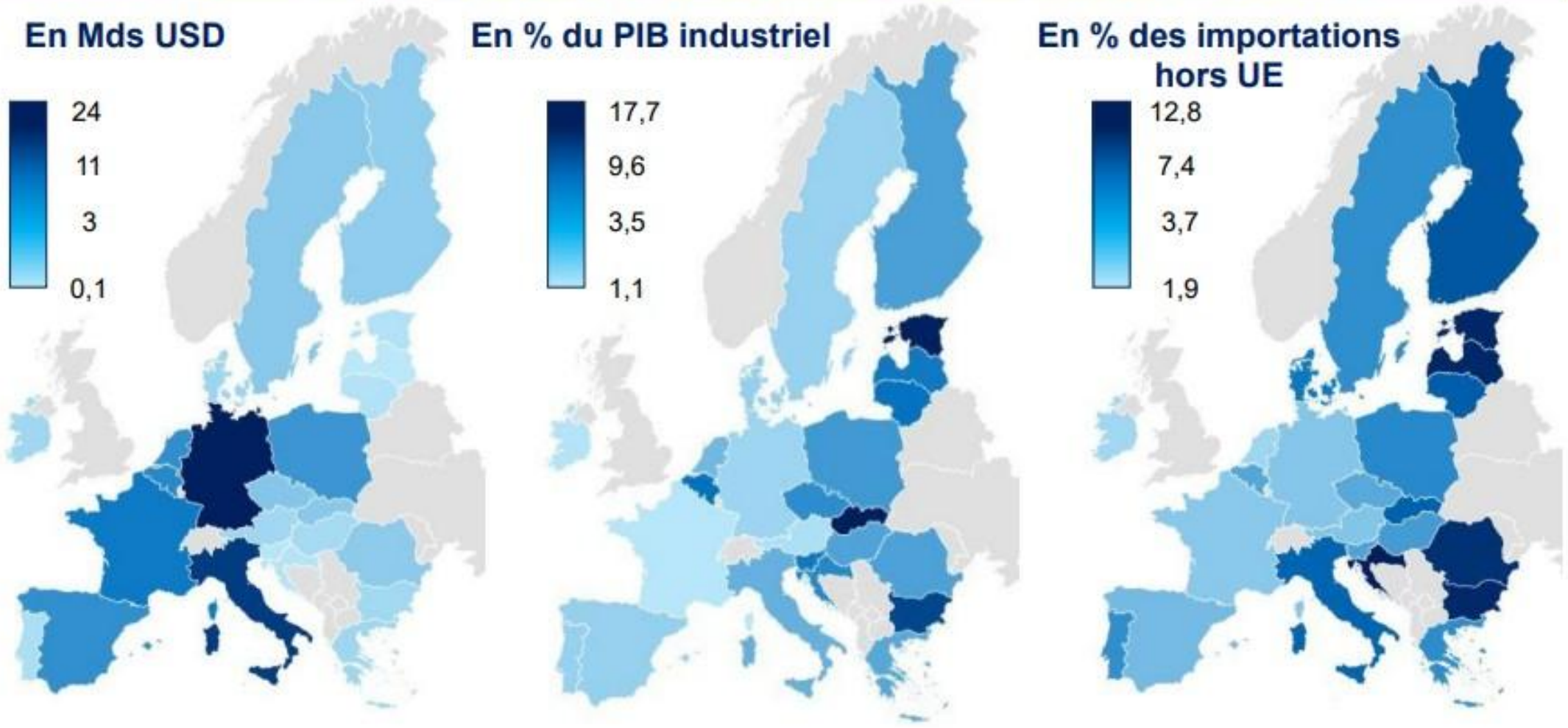
- Le MACF = mécanisme d'accélération aux efforts de décarbonation dans le monde
- MACF : l'UE la plus avancée dans le monde, capacité à instaurer ses standards comme normes internationales.
- Il est déjà validé par l'OMC et offre des capacités encore sous exploité pour préserver la compétitivité, au moins au sein de l'UE. Ne jamais sous estimer que le marché européen revêt d'un intérêt stratégique pour nos partenaires commerciaux et que c'est un argument suffisant pour imposer nos préférences.
- A terme, l'écart du prix carbone entre l'UE et le reste du monde diminuerait et il y aurait de moins en moins besoin du MACF et ses recettes se réduiraient. Il faut s'appuyer rapidement dessus pour générer des recettes avec pour objectif renforcer notre soutenabilité énergique et climatique et préserver notre compétitivité.

Les défis en enjeux autour du MACF :

- Vigilance sur l'accélération du prix du carbone en UE post introduction du MACF (constat de la Banque Mondiale) et crainte d'une réduction trop rapide des quotas carbones lié au déploiement du mécanisme
- Le MACF doit être corrigé pour intégrer davantage de produits et prévenir le risque de délocalisation pour les entreprises spécialisées en aval.
- L'objectif est tant de limiter les fuites de carbone que de renforcer la demande européenne pour des produits de l'UE et/ou de privilégier des entreprises hors UE qui produisent avec une faible intensité carbone
- Son élargissement est souvent considéré comme complexe administrativement pour les importateurs et les douanes et potentiellement inflationniste (au moins sur le prix des intrants).

Impact différencié du MACF en UE selon l'angle d'analyse

Cartes des importations hors UE de produits soumis au MACF

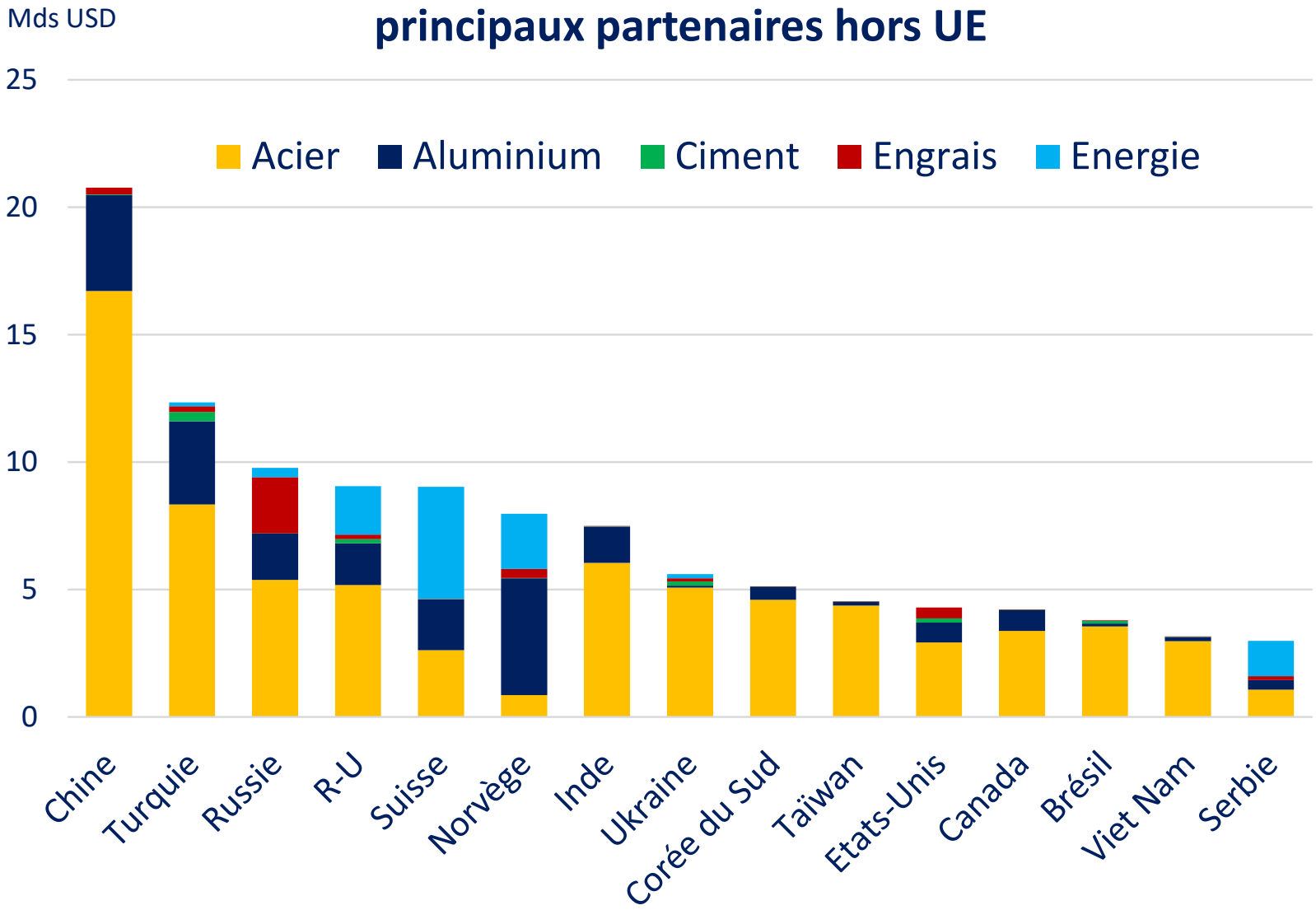


Sources : Trademap, Journal Officiel de l'UE, AMECO, calculs BSI Economics

Données 2018-2022

Les principaux fournisseurs de produits MACF hors UE

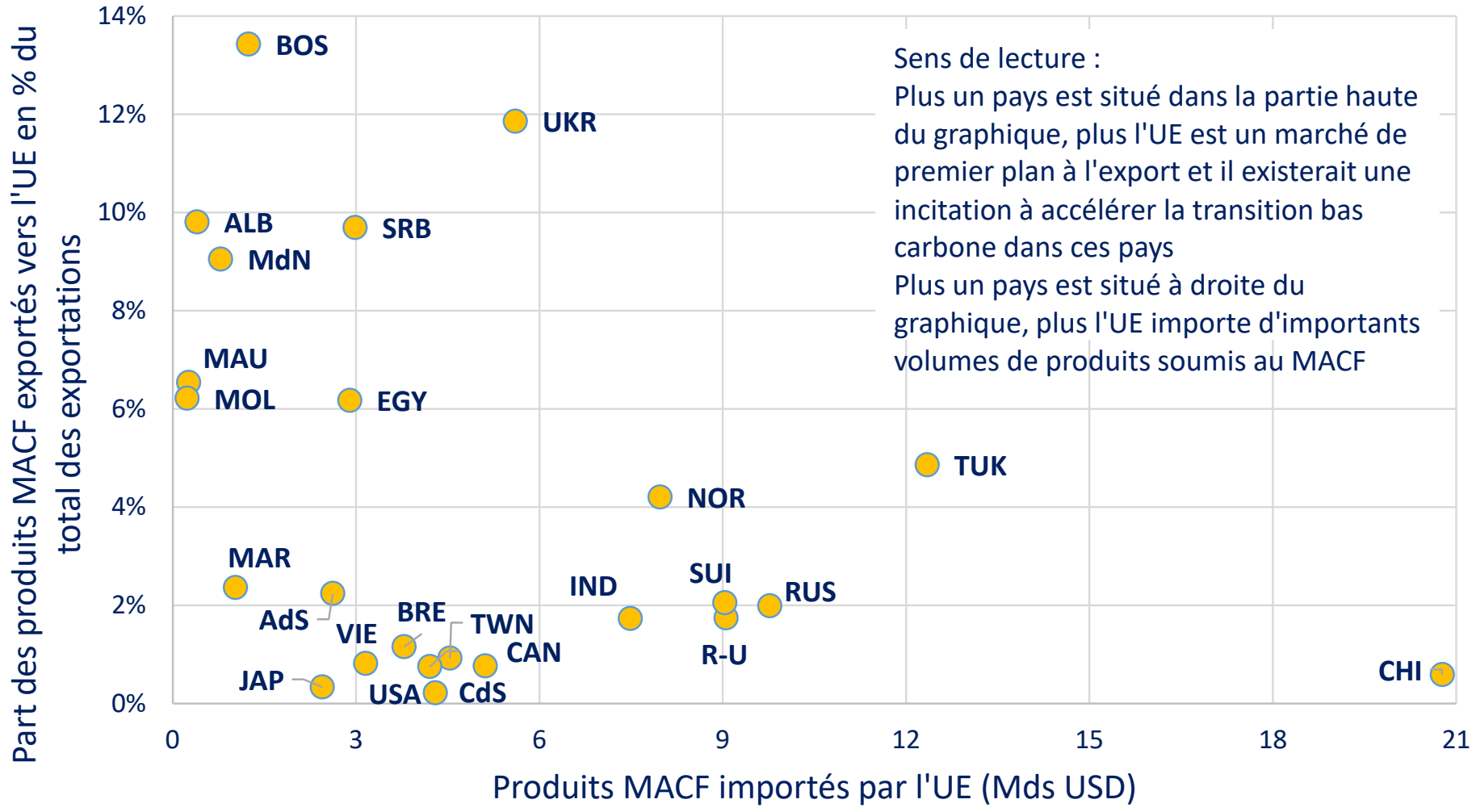
Ventilation des produits MACF importés depuis les principaux partenaires hors UE



Sources : Trademap, calculs BSI Economics (Moyenne 2021-2025)

Un MACF assez peu incitatif à la décarbonation pour d'autres pays

Le MACF : faiblement incitatif pour certains pays hors UE à accélérer leur transition bas carbone

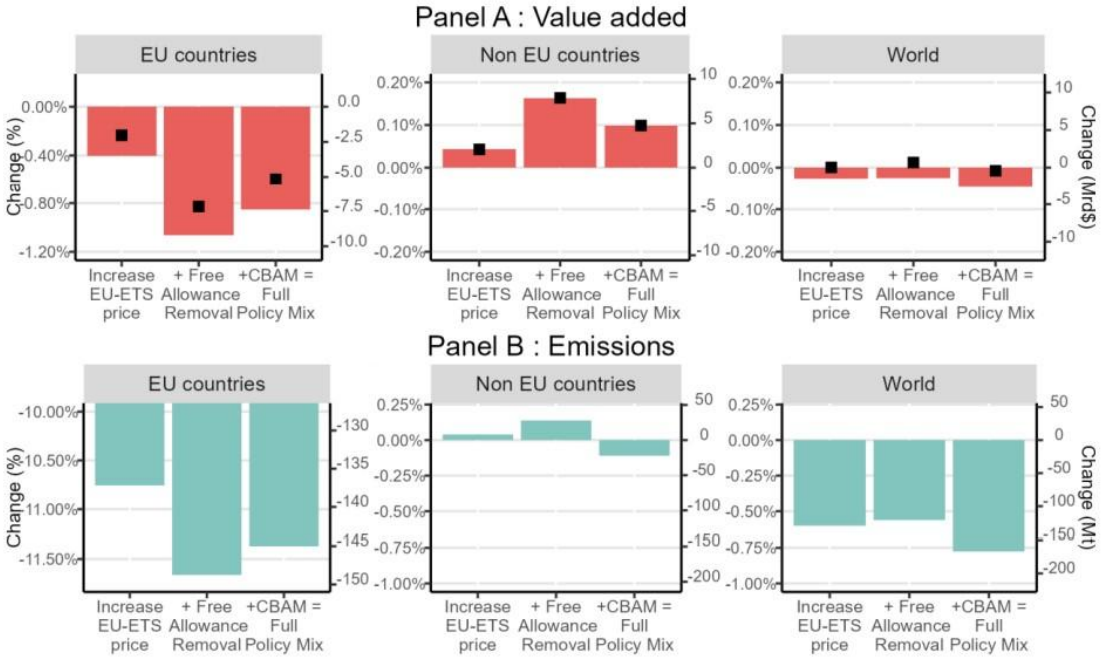


Sources : Trademap, calculs BSI Economics (Moyenne 2021-2025)

MACF : des gains environnementaux mais des pertes en termes de compétitivité

Figure 9. Macro-level effect across CBAM industries

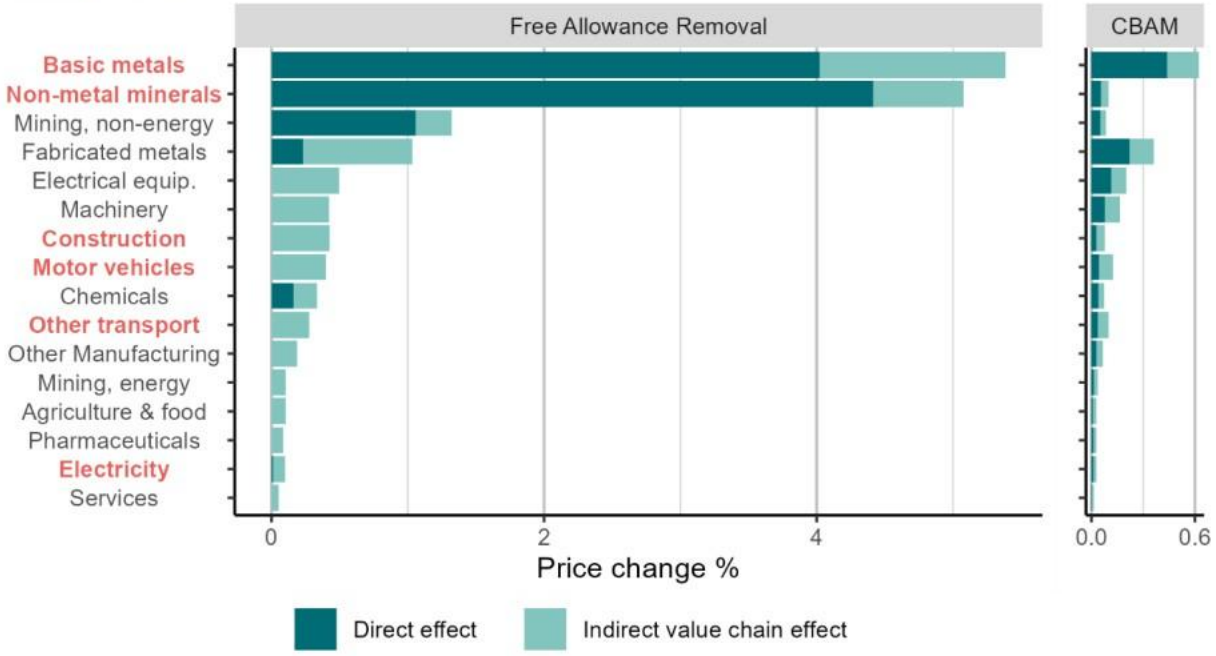
Aggregate effect on value added and emissions in three policy scenarios. Black squares include the recycling of revenues levied.



Note: This plot represents the simulated value added and emission in Scenario 1 (increase in EU-ETS price and removal free allowance for non-EITE sectors), Scenario 2 (Scenario 1 + removal free allowances for EITE-CBAM sectors) and the Full Policy Mix Scenario (Scenario 2 + introducing CBAM) compared to the baseline for the six industries covered by the CBAM. All scenarios but the baseline include the removal of free allowance in non-EITE sectors. The bars and the squares represent the simulated results, respectively, before and after the last step of the simulation, in which the revenue levied in the different scenarios is allocated to European industries following their weight in final demand.
Source: OECD computations.

Figure 11. Effect on prices across EU industries – Direct vs. Indirect Value Chain Effect

Effect on prices in %

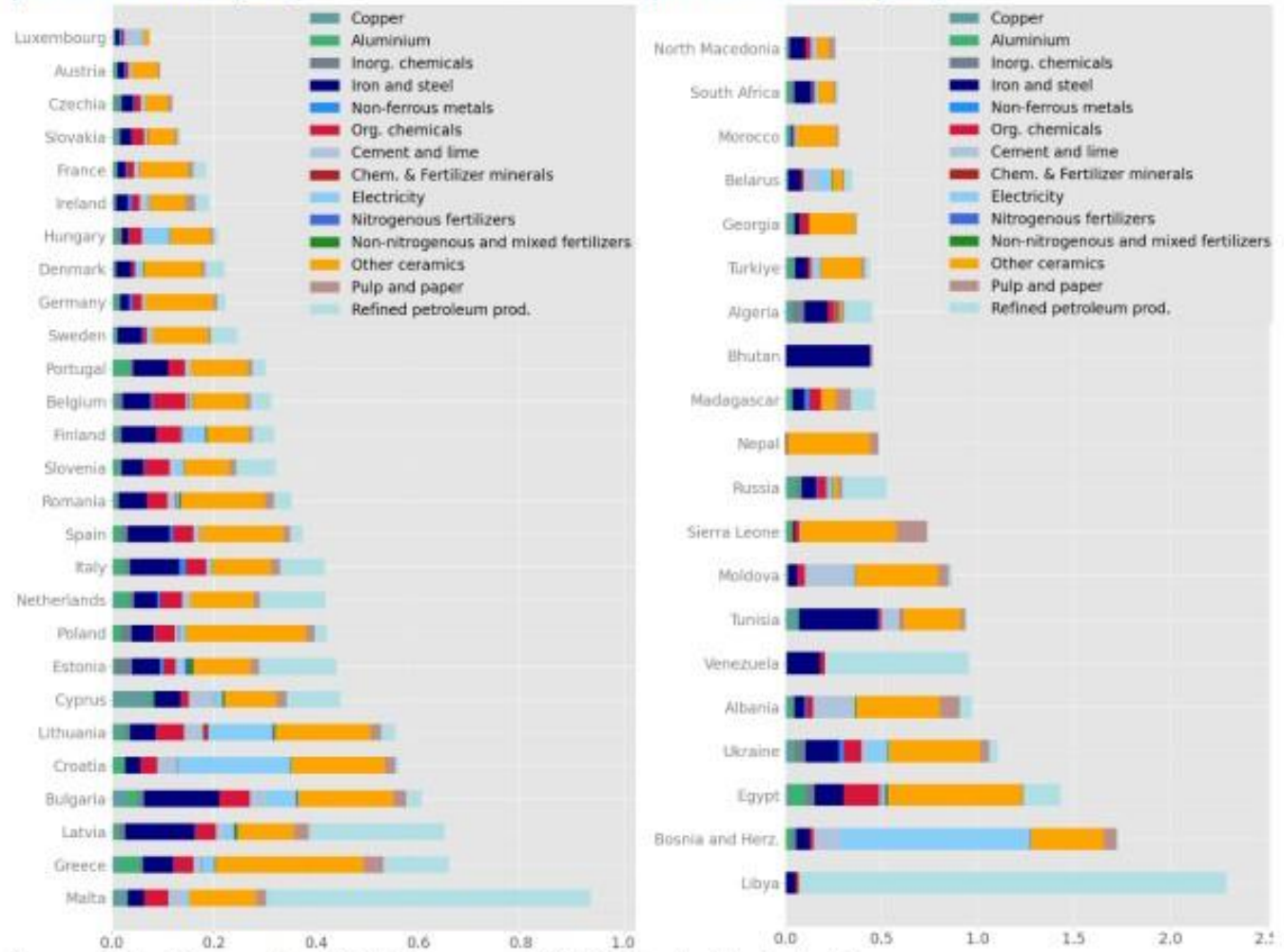


Note: This graph represents the simulated effect on prices of removing free allowances (left panel) and introducing the CBAM (right panel) for all industries in EU countries. The price effects are computed by comparing the price simulated in Scenarios 2 and 3 to the price simulated in Scenario 1. The effect is decomposed into three components, and the black dot corresponds to the total impact of the policies. Names of sectors partially or fully covered by CBAM appear in red.
Source: OECD computations.

Source : OCDE 2025

Un élargissement du MACF déjà anticipé à horizon 2030

Figure 6. CBAM Cost Under Extended Scope

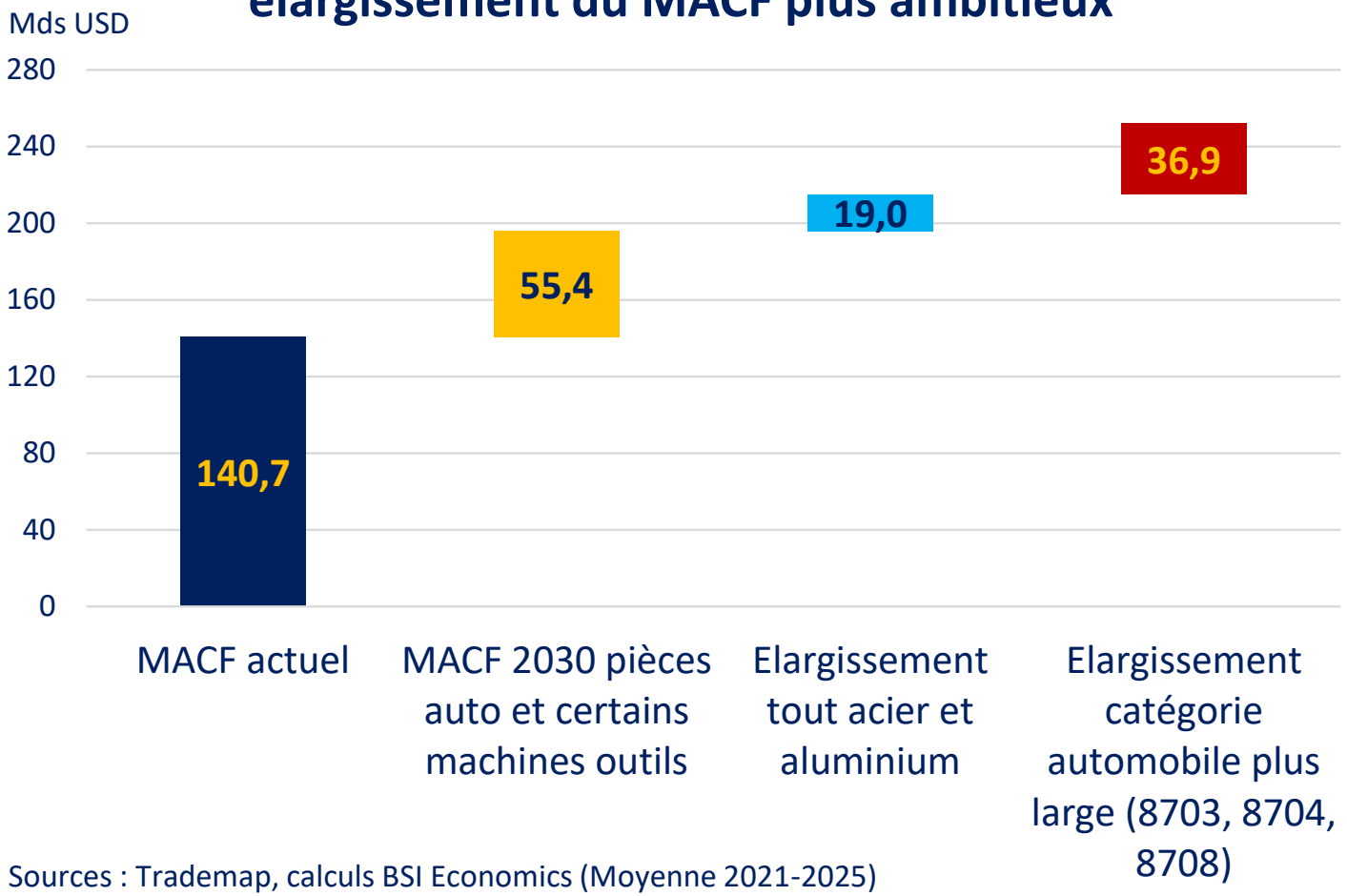


Sources: Global Resource Input-Output Assessment (GLORIA) and authors' calculation.
Notes: EU countries and exporters to the EU are ranked by largest value of CBAM cost. For exporters, the top twenty are shown. The assumed carbon price in the charts above is USD 90/tCO_2.

Source : BCE

Les potentiels effets d'un élargissement du MACF

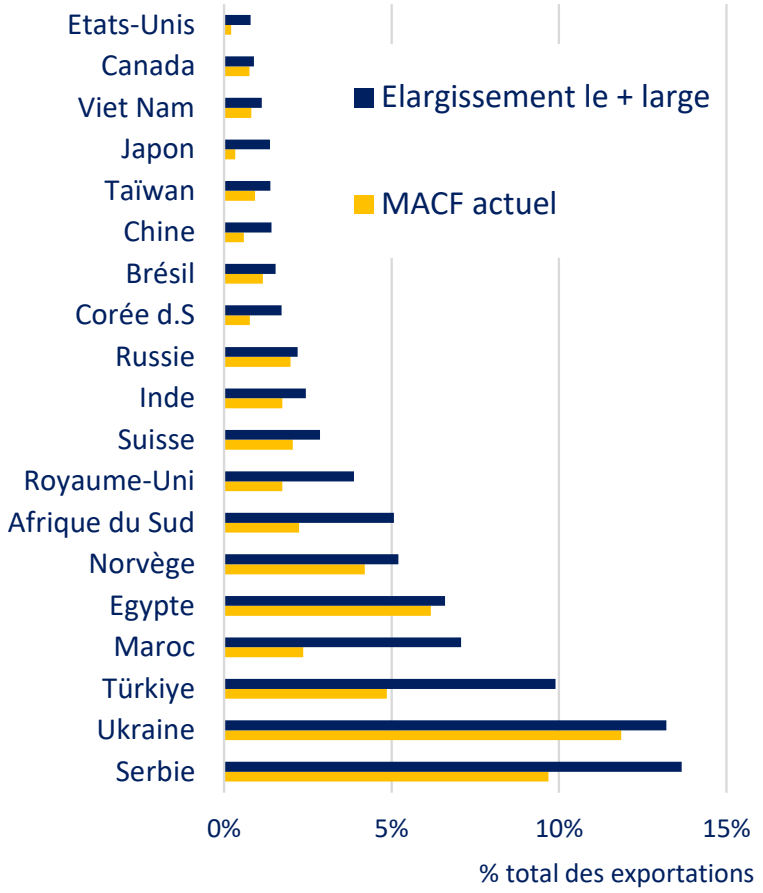
Exemple de montants concernés avec un élargissement du MACF plus ambitieux



Sources : Trademap, calculs BSI Economics (Moyenne 2021-2025)

Part des exportations concernées par le MACF selon les configurations

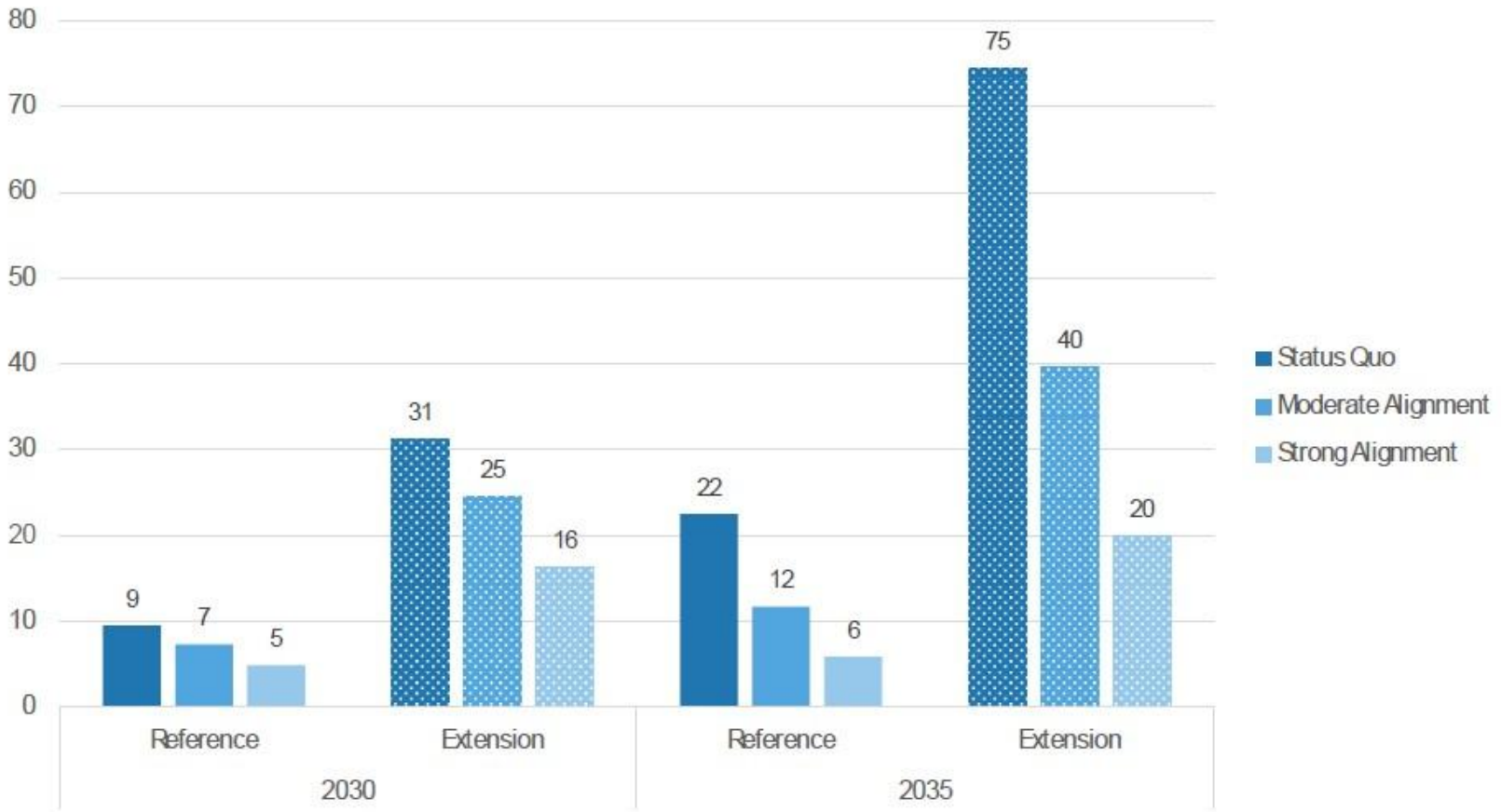
Sources : Trademap, calculs BSI Economics



- Trouver les bons benchmarks pour faciliter l'élargissement des produits au MACF, notamment des produits finis dont l'intensité carbone est élevée et dont le produit constitue une menace pour le marché européen

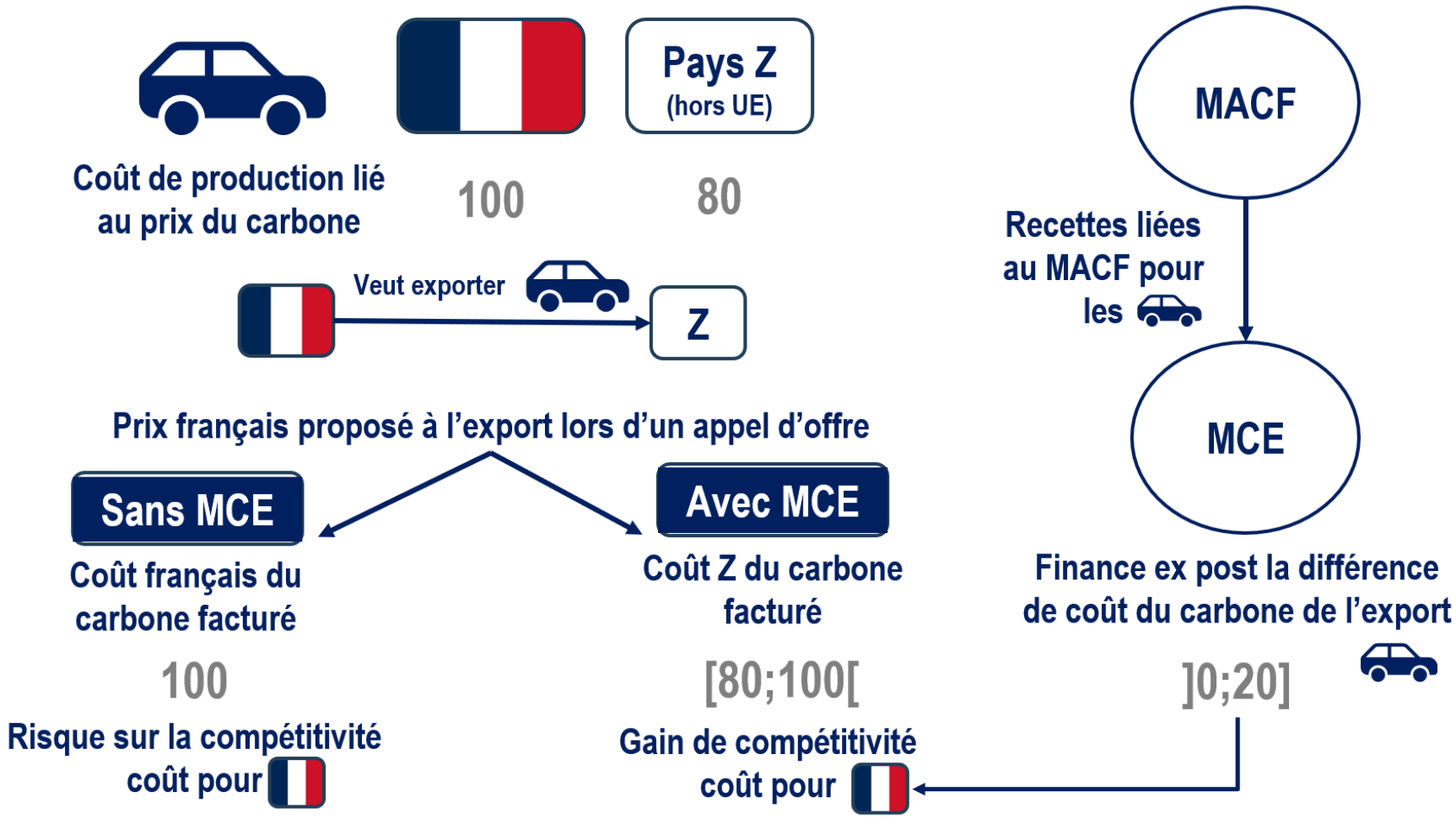
Estimations de recettes liées au MACF

Figure 8. Projected aggregate budgetary revenues from CBAM in the EU (EUR billion, 2024 prices)



Based on **EU ETS prices** of **EUR 123**/tCO_2 (**2030**) and **EUR 147**/tCO_2 (**2035**), 2024 prices.
Source: CAKE/KOBiZE

Exemple d'un mécanisme de soutien à l'export tiré des recettes du MACF



Irréalisable avec les règles actuelles de l'OMC

- Envisageable dans un monde OMC 2.0 ?
- Concevoir un mécanisme de soutien plus conforme à l'OMC (25 % des recettes du MACF iraient à Fonds temporaire de décarbonation, évoqué par la Commission fin 2025).
- Piste : affecter une part plus importante à des financements reconnus les plus efficients pour décarboner, soit directement aux entreprises soit au niveau national / régional.

La Commission semble adopter une vision prospective

- Avec la montée en puissance du MACF, **veiller à ce que le rythme d'allègement des quotas carbone (gratuits ou non) ne soit pas trop rapide** en fonction du coût porté par les entreprises européennes.

- La loi climat européenne d'avril 2026 fixe un objectif de -90 % d'émissions nettes en 2040 (vs. 1990) avec une flexibilité intégrée : **seuls 85 % doivent être réalisés en domestique**, les 5 % restants (environ 260 Mt CO2e) pouvant être couverts par des crédits carbone internationaux. La Commission propose de réintroduire les crédits internationaux dans l'EU ETS à partir de 2036.

- **Tendre vers un partage des quotas d'émissions carbones avec d'autres pays** avec un fonctionnement de MACF proche (fait avec la Suisse, envisagé avec le Royaume-Uni).

D'autres pistes de réflexion

- 2 manières de procéder pour introduire **davantage de flexibilité** : **1) plafonner les prix** de la tonne de carbone par rapport à des critères spécifiques quand le prix en UE augmente trop rapidement et/ou **2) ajuster le nombre de quotas d'émissions** (avec une poche de quotas variables).

  Dans la 1ère solution, un plafonnement des prix pourrait être opéré via des quotas spécifiques échangés sur le marché primaire, à destination uniquement des entreprises en fonction de leurs investissements réalisés ou en cours dans des technologies de décarbonation ou d'électrification.
  Dans la 2e solution, prévoir des quotas d'émissions supplémentaires (dont des quotas gratuits ?) en fonction de certains critères : 1) des avancées de réductions des émissions carbones en UE dans l'absolu ou relativement par rapport à la vitesse de réduction dans un panier de zones hors UE (Amérique du Nord, Chine, Asie du Sud et du Sud-Est), 2) de chocs énergétiques qui augmentent les coûts indirects du carbone (hausse du prix de l'électricité), partiellement compensés par les Etats.

- **Intégrer des éléments incitatifs dans le mécanisme du MACF quand une entreprise réduit l'intensité carbone de ses importations en achetant moins carboné à une autre entreprise européenne**. Ce type d'entreprise pourrait bénéficier d'un « crédit virtuel ». Un tel crédit pourrait lui ouvrir des droits soit 1) pour bénéficier de financement européen pour financer sa transition (électrification d'une flotte de véhicules, achat de solution de décarbonation) ou 2) pour bénéficier d'une compensation + élevée pour financer les coûts indirects du prix carbone de manière rétroactive. La création d'une bourse d'échange régulée pourrait être envisagée, où il serait possible d'échanger ces crédits